

Pékin déploie d'importantes forces de l'ordre en Mongolie intérieure

30/05/2011 11:48:00

Les autorités chinoises ont déployé lundi d'importantes forces de sécurité dans la région de Mongolie intérieure (nord), pour empêcher la poursuite des manifestations d'une ampleur sans précédent de la minorité ethnique mongole.



Les membres de cette minorité, qui affirment être victimes d'une répression politique et culturelle similaire à celle qui frappe les Tibétains, ont fait circuler entre eux des appels à se rassembler, dans un contexte de tension brusquement accrues avec les autorités, dont la majorité des cadres font partie de l'ethnie Han majoritaire en Chine. Des manifestations d'une ampleur sans précédent de Mongols réclamant le respect de leurs droits se sont produites la semaine dernière dans cette région autonome, selon le Centre d'information sur les droits de l'Homme en Mongolie du Sud, une organisation installée aux Etats-Unis. Des universités et des espaces publics en plein air étaient lundi interdits d'accès dans plusieurs villes, le pouvoir à Pékin redoutant plus que tout des rassemblements de protestation dans l'esprit des mouvements qui ont agité ces derniers mois des pays du monde arabe. "La situation est actuellement délicate ici", a déclaré à l'AFP un policier en uniforme devant une école de Xilinhot, siège des autorités de la région de Xilingol.

Selon deux habitants, des élèves de cette école, dans laquelle des journalistes de l'AFP n'ont pas eu l'autorisation d'entrer, ont participé aux récentes manifestations. Les autorités municipales avaient auparavant indiqué à l'AFP qu'il était possible de solliciter une autorisation gouvernementale pour effectuer une visite dans l'école et interviewer les élèves. Mais dans un second temps ces mêmes autorités ont affirmé que les étudiants "passaient des examens" et qu'ils ne devaient pas être perturbés. Les rues de Xilinhot étaient toutefois ouvertes à la circulation et les journalistes de l'AFP n'ont pas vu de rassemblements. Les manifestations de Mongols ont commencé lundi 23 mai dans plusieurs endroits de la région, pour protester contre la mort le 10 mai d'un berger, renversé par un véhicule conduit par un Han, l'ethnie dominante en Chine. Les faits se sont produits au moment où ce berger nommé Mergen et d'autres éleveurs tentaient de bloquer un convoi de poids lourds transportant du charbon dans la région de Xilingol, où l'activité minière chasse de leurs terres les bergers mongols, détruisant les pâturages, selon l'ONG précédemment mentionnée. Vendredi, 300 policiers anti-émeute ont affronté des centaines de manifestants, étudiants et bergers, dans la bannière de Shuluun Huh (Zhenglanqi en chinois). Une

bannière est l'équivalent dans la Région autonome de Mongolie intérieure d'un district dans une province chinoise. Dans la capitale régionale, Hohhot, les forces de l'ordre étaient également présentes en nombre sur les sites stratégiques, les principales universités ayant conservé leurs portes fermées. "Les contrôles sont vraiment draconiens. De nombreux policiers portant une tenue anti-émeutes se trouvent dans les rues", a déclaré l'employé d'un hôtel du centre.

Les universités dans les villes de Tongliao et d'Ordos ont aussi été contraintes à rester fermées, selon la même ONG. Dimanche dans le Quotidien de Xilingol, le chef local du parti communiste Bai Xiangqun était cité, affirmant: "Depuis les incidents du 11 et du 15 mai, plusieurs villes et bannières ont connu des incidents, en grande partie prémédités, à l'instigation de gens à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières".

La Mongolie intérieure, "région autonome" sous domination chinoise

La Mongolie intérieure, agitée depuis une semaine par des manifestations contre la domination chinoise, est une vaste "région autonome" dans laquelle les descendants de Gengis Khan sont devenus minoritaires. Selon les résultats du recensement de 2010, ce territoire grand comme plus de deux fois la France compte 24,7 millions d'habitants, dont 79,5% de Hans, l'ethnie majoritaire en Chine, et 17,1% de Mongols. Historiquement partie de l'empire mongol située sur la frange sud du désert de Gobi, la Mongolie intérieure reste sous administration chinoise au début du XXe siècle, lorsque la Mongolie extérieure conquiert son indépendance avec l'aide des Russes.

Durant la Révolution culturelle chinoise (1966-76), des dizaines de milliers de Mongols, pour certains membres du Parti communiste chinois, sont massacrés pour connivence avec le régime d'Oulan-Bator, satellite de l'Union soviétique. Aujourd'hui, une partie des quelque six millions de Mongols vivant en Chine (deux fois plus qu'en République de Mongolie) se plaignent d'une répression politique et culturelle similaire à celle qui frappe les Tibétains ou les Ouïghours du Xinjiang, mais le plus souvent oubliée du monde extérieur. Parfois au nom de la protection de l'environnement, des éleveurs sont chassés de leurs pâturages et contraints d'abandonner leur mode de vie nomade. Le dissident mongol le plus connu est Hada, libéré en décembre en dernier après avoir purgé une peine de 15 ans de prison. Hada a aujourd'hui de nouveau disparu. Selon ses partisans, il est à nouveau détenu par la police, tout comme sa femme Xinna et son fils Uiles. Des Mongols accusent Pékin de ne pas respecter leur mode de vie et leur culture, mais la Chine assure faire de gros efforts de développement de cette vaste région enclavée au climat difficile. Pékin affirme avoir déjà injecté des centaines de milliards de yuans (des dizaines de milliards d'euros) dans la région. Cette année, près de 79 milliards de yuans (8,5 milliards d'euros) ont été alloués à des projets visant à améliorer les conditions de vie de la population, comme les transports dans les régions rurales, a rapporté dimanche le Quotidien du Peuple.

Pour apaiser les tensions, le chef du parti communiste chinois pour la Mongolie intérieure, Hu Chunhua, a visité une école vendredi et assuré que les responsables de la mort du berger Mergen, tué le 10 mai par un camion conduit par un Han, seraient punis par la loi. C'est la mort du berger qui a déclenché les actuelles manifestations.

AFP